

L'Allemagne est totalement sortie du nucléaire Une victoire pour certains, mais pas pour le climat

Ça y est, après un long chemin débuté au début des années 2000 et accéléré par l'accident de Fukushima, l'Allemagne vient d'arrêter ses derniers réacteurs nucléaires¹. Elle a donc atteint son ambition de sortir du nucléaire. Certains s'en réjouissent, d'autres beaucoup moins.

La vraie question est celle des conséquences. Examinons donc la situation de la production d'électricité allemande : passons sur les questions de coût, sur lesquelles il y a beaucoup à dire, et de stabilité du réseau, sur lesquelles il y a aussi beaucoup à dire, pour nous concentrer sur le climat et les émissions de CO₂ :

Entre 2010 et 2022, la production allemande est en baisse (de 606 à 553 TWh)^{2 3}

La production charbon et lignite est passée de 263 (43 % du total) à 170 TWh (31 %).

Le nucléaire est passé de 140 (23 %) à 34 TWh (6 %) résiduels et le gaz de 89 (15 %) à 80 TWh (14 %).

Le total éolien + solaire a augmenté de 50 (8 %) à 186 TWh (34 %).

L'hydraulique a légèrement baissé de 21 à 17,5 TWh (3,5 % dans les 2 cas) et la biomasse est passée de 29 (4,8 %) à 44 TWh (8 %).

À la marge, le fioul est en baisse de 1,2 à 0,7 %, la part renouvelable de l'incinération des déchets est de 1% environ.

La part des énergies fossiles a donc évolué de 58 à 46 %, celle des renouvelables de 19 à 46 % et la part des productions bas carbone de 42 à 52 %.

Les émissions de CO₂ équivalent, de 313 Mt en 2010 sont passées à 230 Mt en 2022 (valeur non définitive)⁴.

Baisse brute des émissions de 83 Mt (26 %) mais baisse nette de 20% puisque la production a baissé de 10 %.

Le niveau d'émission moyen 2022 est de 416 g de CO₂ par kWh produit⁵, très loin donc du bas carbone et loin du résultat de certains pays européens comme la Suède, la Norvège, la Suisse ou la France qui ont des niveaux d'émissions inférieurs à 70 g sur la même période.

Si l'Allemagne avait consacré ses politiques et ses budgets à réduire en priorité la part des fossiles en maintenant son parc nucléaire et en diminuant d'autant sa production de charbon et de lignite, elle aurait, avec les mêmes politiques sur les renouvelables, baissé ses émissions de plus de 100 Mt supplémentaires et aurait dépassé les 50 % de baisse.

C'est au total plus de 1 000 Mt qui auraient pu être évitées depuis 2010 si le parc nucléaire allemand avait été maintenu en service. Et 140 Mt par an dans les années à venir.

Tout cela ne serait qu'une question germano-germanique (c'est leur argent et leur réseau) si les émissions de CO₂ respectaient les frontières et si le CO₂ émis par l'un n'avait pas des effets sur le changement climatique des autres.

Tout cela ne serait qu'une question germano-germanique (c'est leur argent et leur réseau) si l'intermittence toujours croissante de leur production ne perturbait pas l'ensemble du réseau

1 Pour plus d'éléments sur l'histoire du nucléaire allemand, un article de Hartmut Lauer membre du Conseil Scientifique de Sauvons le Climat : <https://allemagne-energies.com/2023/04/16/clap-de-fin-pour-lelectronucleaire-en-allemaigne/>

2 Toutes les données de production sont issues de <https://ag-energiebilanzen.de/>

3 Hors énergie issue du pompage

4 Source : *Office fédéral pour l'environnement (UBA)*

5 Source : Electricity Map : <https://app.electricitymaps.com/zone/DE>

européen.

Tout cela ne serait qu'une question germano-germanique (c'est leur argent et leur réseau) si l'activisme forcené, structuré et efficace de l'Allemagne à Bruxelles n'amenait pas les politiques de l'Union Européenne à s'aligner sur sa propre politique énergétique.

Si le choix démocratique de recourir ou non à l'énergie nucléaire appartient à chaque État, il reste que l'écart stratégique entre pays qui partagent la même plaque électrique et le même espace économique constitue un poison potentiel.

Chaque pays doit pleinement assumer ses choix. Les pays nucléaires doivent supporter les coûts d'une gestion exemplaire du cycle du combustible. Quant à l'Allemagne, elle devra assumer pleinement les conséquences économiques et environnementales de son renoncement à une énergie nucléaire décarbonée sans chercher à en transférer les dommages à ses partenaires à travers des manœuvres au niveau de la Commission Européenne.

Bien sûr, il y a des grands gagnants dans l'opération : les doctrinaires de l'anti-nucléaire qui voient une part de leur rêve se réaliser quelles qu'en soient les conséquences, les financiers et les marchands de renouvelables intermittents qui voient leur portefeuille enfler en grande partie grâce à l'argent public, mais il est certain que le climat n'en fait pas partie.

Comment accepter qu'un pays moderne et responsable ait mis en œuvre un tel camouflet à l'Accord de Paris dans lequel chaque pays s'était engagé à faire de son mieux dans la lutte contre le changement climatique ?

Comment accepter qu'un pays moderne et responsable ait mis en œuvre une telle offense à la planète ?

La France doit rester fière de ses choix passés et préparer son avenir en consolidant des atouts. Pour cela, elle doit mettre toute son énergie (décarbonée) pour éviter que Bruxelles n'impose à toute l'Europe une telle dérive funeste pour le climat.